DEPARTEMENT GESTION DES ENTREPRISES ET DES ADMINISTRATIONS

**IUT DE NANTES**

**M 712**

**ENREGISTREMENT DES ACTIVITES COURANTES DE L’ENTREPRISE**

**Plan :**

Chapitre 1 : Les achats et ventes de biens et services

Chapitre 2 : Les avoirs sur achats et ventes

Chapitre 3 : La comptabilisation de la déclaration de TVA

Chapitre 4 : Les charges de personnel

Chapitre 5 : Les modes de règlement et le contrôle du Compte Banque

Chapitre 6 : Les immobilisations incorporelles et corporelles

Chapitre 7 : Les opérations sur titres

Ce module a pour objectif de présenter les enregistrements comptables des opérations courantes réalisées en cours d’exercice. Les opérations de fin d’exercice seront traitées dans le M721.

# 

# Chapitre 1 : Les achats et ventes de biens et services

La plupart des opérations courantes effectuées par une entreprise concernent des achats (matières premières, marchandises, services…) et des ventes (produits finis, marchandises, services).

Dans ces transactions commerciales, on distingue généralement quatre phases :

* la commande (le client envoie au fournisseur un bon de commande),
* la livraison (le fournisseur envoie à son client un bon de livraison),
* la facturation (le fournisseur envoie à son client la facture)
* le paiement.

En comptabilité, c’est la **facture** qui sert de pièce justificative et permet l’enregistrement de l’opération dans les comptes. La facture est le seul document obligatoire du processus d’achat-vente ; elle est soumise à un formalisme précis et doit comporter des mentions obligatoires. La date de facturation correspond généralement à celle de la livraison des biens ou de l’achèvement des prestations de services. C’est à cette date que seront comptabilisées les opérations.

La facture émise par un fournisseur à la suite d’une livraison est appelée facture de **« DOIT ».**

A l’inverse, lorsque le client retourne des marchandises ou obtient une réduction après facturation, le fournisseur émet une facture d’**« AVOIR ».**

Enfin, lors de l’établissement et de la comptabilisation de ces factures, il convient de prendre en compte la taxe sur la valeur ajoutée (**TVA**), impôt supporté par le consommateur final.

*Remarque :*

Ce chapitre n’aborde que les achats et ventes entrant dans le cycle d’exploitation de l’entreprise. Les acquisitions d’immobilisations seront étudiées en fin de module (chapitres 6 et 7).

**I L’enregistrement des achats et ventes de biens**

## Les achats de biens

A la date de facturation, les achats de biens sont enregistrés pour leur montant HT dans les comptes de charges en fonction de la nature de l’achat et de l’éventuel suivi des stocks.

Principaux comptes utilisés :

|  |  |
| --- | --- |
| 601 – Achats stockés - Matières premières (et fournitures) | Achats de biens destinés à la transformation dans le processus de production de manière à obtenir un produit fini (entreprises industrielles). |
| 606 – Achats non stockés de matières et fournitures | Achats de biens consommables à caractère industriel et administratif **ne faisant pas l’objet d’un suivi des stocks** (utilisation du 602 sinon). |
| 607 – Achats de marchandises | Achats de biens destinés à être revendus en l’état (entreprises commerciales). |

La TVA déductible est enregistrée dans le compte 44566 – TVA sur autres biens et services **(créance envers l’Etat = compte d’actif qui augmente au débit)**

Le montant dû au fournisseur est le montant TTC.

Exemple :

Facture d’achat de matières premières pour 1 000 € HT datée du 25/03/N (TVA au taux normal).



## Les ventes de biens

Sur la base des factures émises, les ventes de biens sont enregistrées pour leur montant HT dans les comptes de produits en fonction de la nature de la vente :

|  |  |
| --- | --- |
| 701 – Ventes de produits finis | Ventes de produits fabriqués par l’entreprise (entreprises industrielles) |
| 707 – Ventes de marchandises | Ventes de biens sans transformation (entreprises commerciales) |

La TVA collectée est enregistrée dans le compte 44571 – TVA collectée **(dette envers l’Etat = compte de passif qui augmente au crédit)**

Le montant dû par le client est le montant TTC.

Exemple :

Facture de vente de produits finis pour 1 000 € HT datée du 25/03/N (TVA au taux normal).



**II Les réductions sur les factures de doit**

Il existe deux types de réductions :

* à caractère commercial
* à caractère financier (pour paiement anticipé)

1. **Les réductions commerciales**

Les rabais, remises et ristournes sont des réductions commerciales :

* le **rabais** est une remise exceptionnelle sur le prix de vente pour tenir compte d’un défaut de qualité ou de la non-conformité à la commande des biens livrés ;
* la **remise** est une réduction habituelle accordée par exemple en raison de l’importance de la vente ou de la qualité du client ;
* la **ristourne** est une réduction accordée sur l’ensemble des opérations faites avec un client au cours d’une période donnée (ristourne annuelle par exemple).

Ces réductions se calculent sur le total HT « en cascade » (deux réductions de 0,5 % et de 1 % ne sont pas équivalentes à une réduction unique de 1,5 %).

Les réductions commerciales figurant sur une facture **ne s’enregistrent pas** en comptabilité.

Seul le montant après déduction des réductions, appelé **« net commercial »**, doit être comptabilisé.

Exemple :

Facture de ventes de marchandises pour un montant brut de 12 000 € HT datée du 01/04/N.

Il a été accordé une remise de 4 % et un rabais de 2 % (TVA au taux normal).

Marchandises : 12 000,00

- Remise de 4 % : - 480,00

11 520,00

- Rabais de 2 % : - 230,40

Net commercial : 11 289,60

TVA (19,60 %) : 2 212,76

Net à payer (en €) : 13 502,36



***→ Application 1***

1. **La réduction financière : l’escompte de règlement**

L’escompte de règlement est une réduction de prix consentie à un client qui paie sa facture avant l’échéance normale. Le plus souvent, l’escompte est accordé pour paiement comptant. Il apparaît sur la facture de doit si le paiement anticipé a été prévu. Il apparaît sinon en tant qu’escompte conditionnel : le client ne devra en tenir compte que s’il règle effectivement de manière anticipée.

Cette réduction s’applique sur le net commercial :

Montant brut

- Réductions commerciales

Net commercial

- Escompte de règlement

Net financier

+ TVA

Net à payer

Contrairement aux réductions commerciales, l’escompte de règlement doit être enregistré de manière distincte dans le compte **665 – Escomptes accordés** ou **765 – Escomptes obtenus** (charges et produits **financiers**)

Exemple :

Facture d’achats de marchandises pour un montant brut de 15 000 € HT datée du 01/04/N (TVA : 19,60 %). Il a été accordé une remise de 8 % et un escompte pour règlement comptant de 2 %.

Marchandises : 15 000,00

- Remise de 8 % : - 1 200,00

Net commercial : 13 800,00

- Escompte de 2 % : - 276,00

Net financier : 13 524,00

TVA (19,60 %) : 2 650,70

Net à payer (en €) : 16 174,70



***→ Application 2***

**III La comptabilisation des frais accessoires**

Les opérations d’achat / vente génèrent parfois des frais accessoires qui correspondent aux dépenses engagées par le vendeur et mises à la charge de l’acheteur (frais de transport par exemple).

Les frais accessoires s’enregistrent dans des comptes distincts en fonction de leur nature.

1. **Les frais accessoires d’achat**

Les comptes suivants sont susceptibles d’être utilisés :

616 – Primes d’assurance

622 – Rémunérations d’intermédiaires et honoraires

624 – Transport de biens

1. **Les frais accessoires de vente**

Les frais accessoires sur vente, qu’ils soient exécutés directement ou non par le vendeur, s’enregistrent au crédit du compte 7085 – Ports et frais accessoires facturés (sous-compte du 708 – Produits des activités annexes).

Remarque :

* Les frais de transport sont soumis à la TVA au même taux que celui des biens transportés.
* Les frais d’assurance ne sont pas soumis à TVA.
* Présentation schématique d’une facture :

Montant brut

- Réductions commerciales

Net commercial

- Escompte de règlement

Net financier

**+ Frais accessoires**

+ TVA

Net à payer

Exemple :

Ventes de marchandises : 1 000 € brut HT ; remise de 7 % ; escompte pour règlement comptant : 1 % ; port forfaitaire de 60 € HT ; assurance de 9 € ; TVA : 19,60 %.

Marchandises : 1 000,00

- Remise de 7 % : - 70,00

Net commercial : 930,00

- Escompte de 1 % : - 9,30

Net financier : 920,70

Port forfaitaire HT : 60,00

Assurance : 9,00

TVA (19,60 %) : 192,22 *(920,70 + 60) × 19,60 %*

Net à payer (en €) : 1 181,92 *(920,70 + 60 + 9 + 192,22)*



***→ Application 3***

**IV Les avances et acomptes sur achats et ventes de biens**

Il est fréquent que le fournisseur demande une avance à son client, notamment lorsque la commande porte sur un montant important ou lorsque les relations commerciales sont nouvelles entre les deux parties.

Comme la livraison n’a pas été effectuée, l’acompte constitue :

* une dette du fournisseur envers son client, qui s’éteindra au moment de la livraison ;
* une créance du client envers son fournisseur, qui s’éteindra au moment de la livraison.

1. **Les avances et acomptes reçus sur ventes de biens**

Le fait générateur et l’exigibilité de la TVA pour les ventes de biens étant la livraison, les avances et acomptes ne sont pas soumis à la TVA ; celle-ci ne sera déductible qu’au moment de l’enregistrement de la facture.

La dette vis-à-vis du client est enregistrée au crédit du compte **4191 – Clients - Avances et acomptes reçus sur commandes** (poste apparaissant au bilan dans les **dettes** entre les Emprunts et les dettes fournisseurs).

Exemple :

Réception le 10/09/N d’un bon de commande portant sur des marchandises pour 5 000 € HT (TVA : 19,60 %), accompagné d’un chèque d’acompte de 1 000 €.

Les marchandises et la facture sont expédiées le 30/09.



1. **Les avances et acomptes versés sur achats de biens**

La créance sur le fournisseur est enregistrée au débit du compte **4091 – Fournisseurs - Avances et acomptes versés sur commandes** (poste apparaissant au bilan dans l’**actif circulant** entre le poste Stocks et le poste Créances).

***→ Applications 4 et 5 (cas de synthèse)***

**V Les achats et ventes de services**

Rappel sur le fait générateur et l’exigibilité de la TVA :

Le fait générateur de la TVA correspond à la date à laquelle le fournisseur devient redevable de la TVA et parallèlement à la date à laquelle le client a le droit de la déduire. A partir de ce moment (date de la facture en pratique), la TVA doit apparaître dans les comptes de l’entreprise.

Il existe parfois une différence entre la date du fait générateur et la date d’exigibilité de la TVA (date à laquelle la TVA est effectivement due à l’Etat) :

Vente de biens :

TVA sur les débits

Vente de biens :

TVA sur les débits Pas de TVA **TVA exigible** Pas de TVA

Acompte Facturation Règlement

Vente de services :

TVA sur les encaissements

TVA sur les encaisseme **TVA exigible** TVA non **TVA exigible**

**sur l’acompte** exigible **sur le solde**

Option pour la TVA sur

Vente de services :

Option pour la TVA sur les débits

TVA exigible **TVA exigible TVA exigible** Pas de TVA

les débits **sur l’acompte**

→ La comptabilisation des achats / ventes doit être adaptée à chaque situation.

1. **Les achats de services**

Les achats de services sont enregistrés au débit des comptes de charges correspondant à leur nature :

|  |  |
| --- | --- |
| 604 – Achats d’études et prestations de services | Achats de services entrant dans le coût de production d’un bien ou d’une prestation réalisé par l’entreprise (sous-traitance) |
| 61 – Services extérieurs | Achats de services divers nécessaires à l’activité de l’entreprise (frais généraux) |
| 62 – Autres services extérieurs |

Lorsque la facture du prestataire de services ne porte pas la mention signifiant qu’il a opté pour la TVA sur les débits, celle-ci ne sera déductible que lors du paiement de la prestation.

Lors de la comptabilisation de la facture, la TVA sera enregistrée au débit du compte **44564 – TVA déductible sur décaissements** (compte transitoire non défini par le PCG).

Ce compte sera soldé au moment du règlement.

Exemple :

Honoraires d’avocat pour un montant de 1 200 € HT (facture du 03/11 réglée par chèque le 10/11)



1. **Les ventes de services**

Les ventes de services sont enregistrées au crédit des comptes de produits correspondant à leur nature :

|  |  |
| --- | --- |
| 704 – Travaux | Ventes de services réalisées en particuliers par les entreprises du bâtiment et par les artisans |
| 705 – Etudes | Ventes de travaux de recherche ou de conception réalisés en particulier par les bureaux d’études |
| 706 – Prestations de services | Autres ventes de services |

La TVA doit être constatée lors de l’enregistrement de la facture mais n’est exigible qu’au moment du règlement du client (sauf option pour la TVA sur les débits). On utilisera donc un compte transitoire : **44574 – TVA collectée sur encaissements** (soldé au moment du paiement).

Reprise de l’exemple précédent : (l’avocat reçoit le chèque le 12/11)



***→ Application 6***

**VI Les achats et ventes à l’étranger**

Les achats / ventes réalisés avec des pays membres de l’UE sont appelés **acquisitions intracommunautaires** ou **livraisons intracommunautaires.**

Les échanges avec le reste du monde sont appelés **importations** ou **exportations.**

1. **Les livraisons intracommunautaires et les exportations**

Les ventes à l’étranger (UE et reste du monde) sont exonérées de TVA.

Rappel : Pour les échanges dans l’UE, l’entreprise cliente doit communiquer au fournisseur son numéro de TVA intracommunautaire.

La facture ne mentionne donc que le montant HT.

La vente sera enregistrée dans une subdivision spécifique du compte de vente en utilisant :

* le chiffre 2 en 5ème position pour les livraisons intracommunautaires (compte 7070**2**…)
* le chiffre 3 en 5ème position pour les exportations (compte 7070**3** par exemple)

La même codification est recommandée pour le compte Clients (4110**2** –Clients UE ou 4110**3 –** Clients hors UE).

Exemple :

Facture concernant une vente de marchandises pour 1 000 € envoyée à un client suisse (facture du 01/12/N).



1. **Les importations**

Les importations sont soumises à la TVA française, payée au moment du passage en douane des biens (le fournisseur étranger ne facture pas la TVA).

L’entreprise peut être amenée à payer des droits de douane. D’après le PCG, les droits de douane constituent un élément du prix d’achat et doivent de ce fait être enregistrés dans le compte d’achats par nature. Les droits de douane sont soumis à la TVA française.

Exemple :

Facture concernant un achat de marchandises pour 1 000 $ reçue d’un fournisseur américain (facture du 15/05/N, paiement comptant par carte bancaire sur la base d’1 € pour 1,35 $). La TVA au taux normal est acquittée auprès des services douaniers par virement bancaire le 15/05/N.



1. **Les acquisitions intracommunautaires**

Les acquisitions intracommunautaires sont soumises à la TVA française.

Dans la mesure où le fournisseur européen ne facture pas la TVA et en l’absence de douanes, l’entreprise française doit calculer et enregistrer deux TVA distinctes : une TVA à payer et une TVA déductible sur achats. En application du PCG, la TVA due sur l’acquisition est enregistrée au crédit du compte **4452 – TVA due intracommunautaire**.

Exemple :

Facture de marchandises pour 1 000 € reçue d’un fournisseur allemand (facture du 01/12/N).



***→ Application 7***

# Chapitre 2 : Les avoirs sur achats et ventes

# Les relations entre clients et fournisseurs ne se terminent pas à la facturation :

* des retours sur achats peuvent arriver en raison d’incidents de livraison ;
* des réductions supplémentaires peuvent être accordées (en raison de bonnes relations commerciales, pour compenser des erreurs de livraison…).

Pour tenir compte de ces modifications, le fournisseur doit établir une facture d’avoir (la facture de doit ne peut être modifiée après son émission). Une facture d’avoir est établie en faveur du client : le montant TTC de l’avoir figure sous la dénomination « net à votre crédit ».

La facture d’avoir donne lieu à un enregistrement inverse à celui de la facture initiale.

1. **Les retours de marchandises (et rectifications d’erreurs constatées sur la facture de doit)**

L’enregistrement comptable est le même qu’il s’agisse d’un retour de marchandises ou d’une rectification d’erreurs. Il s’agit d’une annulation partielle de la vente.

L’avoir tient compte des réductions commerciales et/ou financières accordées sur la facture initiale.

Exemple :

Le 26/08, émission d’une facture d’avoir n°76 pour tenir compte d’un retour de marchandises pour un montant brut de 120 € HT ; remise : 10 % ; escompte de règlement : 2 % (TVA au taux normal).

**Facture d’avoir n°76**

Retour de marchandises : 120,00

- Remise de 10 % : - 12,00

Net commercial : 108,00

- Escompte de 2 % : - 2,16

Net financier : 105,84

TVA (19,60 %) : 20,74

Net **à votre crédit** (en €) : 126,58

* Chez le fournisseur :



* Chez le client :



***→ Application 8***

1. **Les rabais, remises et ristournes après facturation**

Les réductions commerciales s’enregistrent lorsqu’elles font l’objet d’un avoir.

Les comptes prévus par le PCG sont des comptes dits « soustractifs » :

* compte 60**9** – Rabais, remises et ristournes obtenus sur achats (compte **crédité**) ;
* compte 70**9** – Rabais, remises et ristournes accordés par l’entreprise (compte **débité**).

Exemple :

L’entreprise X facture pour 1 000 € HT de marchandises le 21/11 (TVA au taux normal).

Le 23/11, elle accorde un rabais de 10 % à la suite d’une réclamation de son client.

**Facture d’avoir n°…**

Rabais 10 % 100,00

TVA (19,60 %) : 19,60

Net à votre crédit (en €) : 119,60

* Chez le fournisseur (entreprise X) :



* Chez le client :



1. **Les escomptes de règlement**

Si la facture de doit a été établie sans tenir compte de la réduction financière et que le client paie de manière anticipée, l’entreprise n’a pas l’obligation d’établir un avoir dans la mesure où la facture originale doit mentionner la possibilité d’un escompte conditionnel (d’après le Code de commerce).

Dans le cas d’une facture de doit mentionnant un escompte conditionnel :

* le client qui paie comptant peut immédiatement comptabiliser la facture de son fournisseur en tenant compte de l’escompte de règlement ;
* le fournisseur doit quant à lui régulariser le compte « Clients » au moment où il reçoit le paiement de son client.

Exemple :

L’entreprise E facture le 01/04 des marchandises pour 1 000 € HT (TVA : 19,60 %) ; échéance : 31/05 ; escompte de 2 % en cas de règlement comptant.

Le 03/04, l’entreprise E reçoit un chèque de son client d’un montant de 1 172,08 €.

**Calcul réalisé par le client**

Marchandises : 1 000,00 *(net commercial)*

- Escompte de 2 % : - 20,00

Net financier : 980,00

TVA (19,60 %) : 192,08

Montant du chèque : 1 172,08

* Chez le client :



* Chez le fournisseur (entreprise E) :



****

***→ Applications 9 et 10 (cas de synthèse)***

**Chapitre 3 : La comptabilisation de la déclaration de TVA**

Rappel :

La TVA n’a aucun impact sur le résultat de l’entreprise (enregistrement dans des comptes de tiers = classe 4). En revanche, la TVA due doit être reversée régulièrement au Trésor public. Les paiements sont mensuels (régime normal) ou trimestriels (régime simplifié) et sont accompagnés d’un formulaire de déclaration de la TVA.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Régime de TVA**  **(seuils pour 2011)** | **Ventes de biens**  **et fourniture de logements** | **Prestations de services**  **(sauf hébergement)** |
| Franchise de TVA | CA annuel ≤ 81 500 € | CA annuel ≤ 32 600 € |
| Réel simplifié | 81 500 € < CAHT annuel ≤ 777 000 € | 32 600 € < CAHT annuel ≤ 234 000 € |
| Réel normal | CAHT annuel > 777 000 € | CAHT annuel > 234 000 € |

**I Le régime du réel normal**

1. **Obligations déclaratives**

Les entreprises relevant de ce régime doivent établir chaque mois une déclaration de TVA sur un imprimé fiscal appelé **CA3**. Toutes les sommes portées sur l’imprimé doivent être **arrondies à l’euro le plus proche** (0,5 étant arrondi à 1).

La déclaration doit être envoyée au service des impôts des entreprises (SIE) accompagnée du règlement avant une date fixée par l’administration fiscale (entre le 15 et le 25 du mois suivant).

Les entreprises dont le CAHT annuel dépasse 230 000 € doivent obligatoirement déclarer et payer la TVA par Internet. On parle alors de télédéclaration et de télépaiement.

1. **La comptabilisation de la déclaration et du paiement**

Durant le mois, la TVA est enregistrée lors de chaque écriture d’achat / vente (au débit du 44566 / 44562 ou au crédit du 44571 / 4452).

En fin de mois, ces comptes sont soldés par virement au crédit du compte 44551 – TVA à décaisser (compte soldé entre le 15 et le 25 du mois suivant au moment du paiement de la TVA).

Comme le montant de la TVA à décaisser provient de la déclaration (montant arrondi), l’équilibre de l’écriture est assuré en utilisant au débit le compte **658 – Autres charges de gestion courante** ou au crédit le compte **758** **– Autres produits de gestion courante**.

Exemple :

En 05/N, TVA collectée = 40 000,40 € et TVA déductible sur biens et services = 32 370,10 €.

La TVA est payée le 18 de chaque mois par chèque.

Sur la CA3, la TVA à payer est de **7 630 €** (40 000 – 32 370).



1. **Le crédit de TVA**

Lorsque la TVA déductible est supérieure à la TVA exigible, le solde représente un crédit de TVA, qui viendra en déduction de la TVA à payer du mois suivant.

Lors de la comptabilisation de la déclaration de TVA, le crédit de TVA est enregistré au débit du compte **44567 – Crédit de TVA à reporter**.

Lorsque le montant du crédit de TVA est très élevé (suite à des travaux importants par exemple), l’entreprise peut, sous conditions, demander le remboursement du crédit de TVA.

**II Le régime du réel simplifié**

1. **Obligations déclaratives**

L’entreprise verse des acomptes trimestriels et la TVA réellement due par l’assujetti n’est calculée qu’une fois par an sur une déclaration annuelle appelée **CA12**.

Les acomptes viennent s’imputer sur le montant de la TVA due déterminée lors du dépôt de la déclaration annuelle de TVA. Le solde de TVA à payer est acquitté au moment du dépôt de la CA12.

1. **La comptabilisation des acomptes et de la déclaration annuelle**

En cours d’année, les acomptes versés sont enregistrés au débit du compte **44581 – Acomptes -Régime simplifié d’imposition**.

A la fin de l’exercice, les comptes de TVA (44566, 44562, 44571, 4451) sont soldés et le solde de TVA à payer est enregistré au crédit du compte 44551 – TVA à décaisser.

Dans le cas d’un excédent de versement, le crédit de TVA est enregistré au débit du compte 44567 – Crédit de TVA à reporter.

***→ Application 11***

**Chapitre 4 : Les charges de personnel**

Les charges de personnel regroupent les salaires bruts et les cotisations sociales supportées par l’employeur.

**I Eléments constitutifs de la paie**

1. **Salaire brut, salaire net et coût total pour l’employeur**

Salaire brut

|  |
| --- |
| Salaire net |
| Cotisations salariales |
| Cotisations patronales |

(Coût total pour l’employeur)

En France :

* Les cotisations salariales représentent environ 20 % du salaire brut.
* Les cotisations patronales représentent environ 40 % du salaire brut.
* Le coût total pour l’employeur est égal à environ 1,75 fois le salaire net (un salarié percevant un salaire mensuel net de 1 500 € coûte environ 2 625 € à son employeur).

Un bulletin de paie se présente schématiquement de la façon suivante :

Salaire brut

– Cotisations salariales Cotisations patronales

= Salaire net à payer

1. **Les cotisations sociales**

Cotisations sociales = cotisations salariales (prélevées sur le salaire brut) + cotisations patronales

L’entreprise est chargée du règlement de l’ensemble des cotisations aux organismes sociaux.

Les principales cotisations sociales sont :

* les cotisations d’**assurance maladie et retraite de base** (versées à l’URSSAF[[1]](#footnote-2)) ;
* les cotisations d’**assurance chômage** (versées à Pôle Emploi) ;
* les cotisations d’**assurance retraite complémentaire** (versées à l’ARRCO[[2]](#footnote-3) pour les salariés non cadres ou l’AGIRC[[3]](#footnote-4) pour les cadres).

Remarque :

Depuis le 1er janvier 2011, les cotisations d'Assurance chômage seront recouvrées par l’URSSAF et non plus par Pôle emploi. Cette réforme a pour objectif de simplifier les formalités des employeurs avec une seule déclaration et un seul paiement auprès des URSSAF pour les cotisations de sécurité sociale et d’assurance chômage.

**II La comptabilisation de la paie**

1. **La comptabilisation des salaires**

Sur la base des bulletins de paie (pièces justificatives), les salaires sont comptabilisés à la fin de chaque mois en trois étapes :

* la comptabilisation des salaires bruts (salaire négocié entre l’employeur et le salarié) ;
* la comptabilisation des cotisations salariales (prélevées sur le salaire brut) ;
* la comptabilisation des cotisations patronales (qui constituent des charges supplémentaires pour l’employeur).

La comptabilisation de la paie suivra donc le schéma suivant (en tenant compte de la simplification) :



1. **La comptabilisation du paiement des salaires et des cotisations sociales**

Au début du mois suivant la comptabilisation des salaires, le compte 421 – Personnel - Rémunérations dues sera soldé par le crédit du compte 512.

Par ailleurs, le salarié peut demander à son employeur une avance sur salaire, comptabilisée en cours de mois au débit du compte **425 – Personnel - Avances et acomptes**. Au moment du paiement des salaires, le compte 421 sera soldé par le crédit du compte 425 et du compte 512.

Les cotisations sociales (cotisations salariales + patronales) seront versées à l’URSSAF et aux caisses de retraite complémentaire :

* pour le 15 du mois suivant dans les entreprises ayant au moins 10 salariés ;
* trimestriellement (le 15 du mois suivant chaque trimestre civil) dans les entreprises ayant au plus 9 salariés.

***→ Applications 12 et 13***

**Chapitre 5 : Les modes de règlement et le contrôle du compte Banque**

**I Les modes de règlement**

1. **Les moyens de règlements au comptant**

Les moyens de règlements utilisés par les entreprises sont les suivants :

* paiement en espèces (enregistrés dans le compte 53 – Caisse) ;

Remarque :

En France, les entreprises n’ont pas le droit de payer en espèces des dettes supérieures à 3 000 €. Les salaires ne peuvent pas être payés en espèces au-delà de 1 500 €.

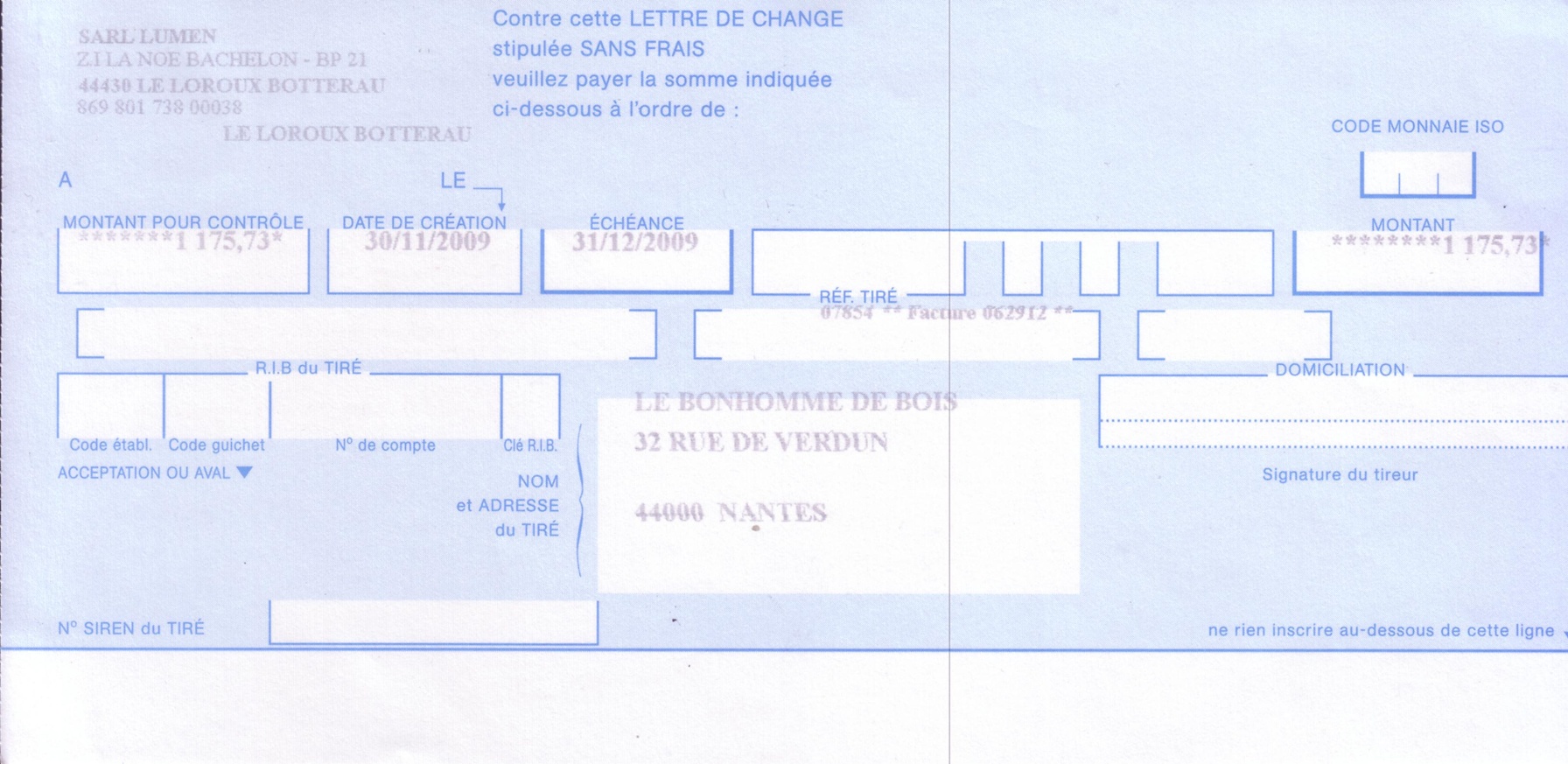
* paiements par carte bancaire, chèques, virements ou prélèvements bancaires (enregistrés dans le compte 512 – Banque).

1. **Les règlements par effets de commerce**

Les effets de commerce peuvent être utilisés lorsqu’un fournisseur accorde un délai de paiement à son client. Il existe plusieurs types d’effets de commerce :

* la **lettre de change** (ou traite) est émise par le fournisseur ; ce titre donne l’ordre au client (le tiré) de payer la somme indiquée à une échéance déterminée à un bénéficiaire, qui peut être le fournisseur (le tireur) ou une autre personne. Le client doit signer la lettre de change papier et la remettre à son fournisseur *(cf exemple de lettre de change papier page suivante)* ;
* le **billet à ordre** (beaucoup plus rare) est émis par le client, qui s’engage à payer une certaine somme à une échéance déterminée au profit d’un bénéficiaire. Il doit être remis signé au fournisseur.

Exemple de lettre de change remplie par un fournisseur, prête à être envoyée à son client :



Deux solutions s’offrent ensuite au fournisseur porteur d’un effet de commerce :

* le remettre à l’**encaissement** à sa date d’échéance ;
* le remettre à l’**escompte** antérieurement à la date d’échéance. L’escompte d’un effet de commerce permet d’obtenir de la banque une avance de trésorerie (montant de l’effet diminué des intérêts dus à la banque). A l’échéance, la banque présente l’effet à l’encaissement (l’entreprise reste toutefois responsable du bon paiement de son client).

Remarque :

Il existe également des effets de commerce dématérialisés (**LCR magnétiques** ou **BOR magnétiques[[4]](#footnote-5)**) utilisés notamment lorsque les échanges entre le fournisseur et son client sont fréquents. Dans ce cas, le fournisseur télétransmet à sa banque les LCR qu’il a créées (mentionnant le RIB de ses clients). La banque du tiré envoie ensuite un relevé des LCR avec un bon pour accord devant être signé par le tiré.

Sur le plan juridique, les LCR magnétiques ne sont pas considérées comme de véritables lettres de change. De ce fait, aucun enregistrement comptable spécifique ne sera nécessaire.

**II Le traitement comptable des effets de commerce**

1. **Traitement comptable des effets de commerce papier**

Lorsque l’effet de commerce est accepté :

* côté fournisseur, la créance doit être transférée du compte 411 – Clients au compte **413 – Clients - Effets à recevoir** ;
* côté client, la dette doit être transférée du compte 401 – Fournisseurs au compte **403 – Fournisseurs - Effets à payer.**

En cas de remise à l’encaissement (à l’échéance de l’effet) :

* côté fournisseur, il peut se passer quelques jours entre la remise à l’encaissement et l’encaissement. Dans l’attente de l’encaissement, le compte **5113 – Effets à l’encaissement** est utilisé. Au moment de l’encaissement, la banque prélève généralement des frais.
* côté client, le règlement permet de solder le compte 403.

En cas de remise à l’escompte :

* côté fournisseur, on utilise le compte transitoire **5114 – Effets à l’escompte** lorsqu’il existe un délai de quelques jours entre la remise à l’escompte et la réception du bordereau d’escompte de la banque. Le fournisseur encaisse un montant égal à la valeur nominale de l’effet diminuée des intérêts (compte 661) et des commissions (compte 627) prélevés par la banque
* côté client, l’effet à payer demeure enregistré au crédit du compte 403 jusqu’à la date d’échéance.

1. **Traitement comptable des effets de commerce dématérialisés**

Les LCR magnétiques ne constituent pas de véritables lettres de change du fait de leur dématérialisation. De ce fait, elles font l’objet d’un traitement comptable différent :

* lors de la création de la LCR magnétique : la créance est maintenue dans le compte 411 et la dette dans le compte 401 ;
* l’escompte d’une LCR magnétique ne s’analyse pas comme un transfert de créance mais comme l’octroi d’un concours bancaire courant (adossé à une créance commerciale). Le montant du crédit obtenu par l’entreprise (valeur nominale de l’effet - intérêts et commissions prélevés par la banque) est porté au crédit du compte **519 – Concours bancaires courants** ;
* à l’échéance, lors du règlement par le client, le compte 411 est crédité par le débit du compte 512. Le remboursement du concours bancaire courant entraîne le débit du compte 519 par le crédit du compte 512.

***→ Applications 14, 15 et 16 (Cas de synthèse)***

**III Le contrôle du compte Banque**

1. **L’enregistrement des opérations bancaires par l’entreprise et par la banque**

Le compte 512 – Banque ouvert dans la comptabilité d’une entreprise X et le compte « Entreprise X » ouvert dans la comptabilité de la banque sont des comptés réciproques ; ils enregistrent les mêmes informations mais dans le sens opposé.

Les relevés bancaires reçus par l’entreprise X correspondent à des extraits du compte « Entreprise X » tenu par sa banque.

Exemple :

Sur le relevé bancaire de l’entreprise X, un encaissement apparaîtra au crédit alors qu’il a été enregistré au débit dans le compte 512 - Banque.

Les deux comptes devraient en principe présenter un solde de même montant mais en sens opposé. En réalité, il en va souvent différemment du fait:

* de décalages temporaires (chèques émis non encore encaissés…) ;
* d’erreurs ou omissions (dans la comptabilité de l’entreprise) ;
* d’opérations comptabilisées par la banque et non encore communiquées à l’entreprise (frais de tenue de compte, commissions, virements reçus…).

A la réception d’un relevé bancaire, l’entreprise cherche à expliquer ces divergences en établissant un **état de rapprochement bancaire**. Cet état lui permet d’enregistrer les opérations qui figurent sur le relevé bancaire et qu’elle n’a pas encore comptabilisées.

1. **L’état de rapprochement bancaire, outil de contrôle**

Le rapprochement bancaire se fait à partir de trois documents : le relevé bancaire, l’extrait du compte 512 et l’état de rapprochement du mois précédent.

Il s’établit en plusieurs étapes :

* **contrôle des soldes initiaux** (toute différence doit être expliquée, notamment en se reportant à l’état de rapprochement du mois précédent) ;
* **pointage** du compte 512 et du relevé bancaire (pointage des opérations identiques) ;
* établissement de l’**état de rapprochement bancaire**(→ solde exact du compte 512) ;



* enregistrement des **écritures de régularisation** dans la comptabilité de l’entreprise. Ces écritures sont datées de la fin du mois.

***→ Applications 17 et 18***

**Chapitre 6 : Les immobilisations incorporelles et corporelles**

Les immobilisations sont des éléments utilisés de manière durable par l’entreprise et qui concourent, directement ou indirectement, à la production de biens ou de services sur plusieurs exercices.

Les immobilisations sont inscrites à l’actif du bilan et classées en immobilisations incorporelles (comptes 20..), corporelles (comptes 21..) ou financières (comptes 26.. et 27..). Cette dernière catégorie sera étudiée dans le chapitre 7, qui traitera des opérations sur titres.

**I Distinction entre immobilisations et charges**

Une immobilisation est un élément que l’entreprise entend conserver pendant une durée supérieure à celle de l’exercice comptable. A l’inverse, une charge est un élément consommé au cours de l’exercice comptable.

Par exception, un élément acquis pour une valeur inférieure à 500 € HT et répondant à la définition d’une immobilisation peut être inscrit en charges.

Biens ou services acquis ou produits par l’entreprise

Utilisés sur plusieurs exercices

Consommés dans l’exercice

< 500 € HT

**II L’acquisition des immobilisations incorporelles**

D’après le PCG, une immobilisation incorporelle est un actif non monétaire sans substance physique.

Exemples :

- Acquisition de brevets, marques, logiciels… → compte 205 ;

- Sommes versées au précédent locataire d’un local commercial pour la reprise du bail → compte 206 ;

- Achat de clientèle, nom commercial… → compte 207 (éléments incorporels d’un fonds de commerce)

**III L’acquisition des immobilisations corporelles**

1. **Eléments du coût d’acquisition**

D’après le PCG, les immobilisations acquises à titre onéreux doivent être comptabilisées à leur **coût d’acquisition**, lequel est constitué :

* de leur **prix d’achat**: ce prix inclut les droits de douane et les taxes non récupérables ; il est retenu pour son montant net après déduction des remises commerciales et escomptes de règlement ;
* augmenté de tous les **coûts directement attribuables** à l’immobilisation (coûts nécessaires pour mettre l’immobilisation en place et en état de fonctionner) : frais de transport, d’installation, de montage, honoraires de professionnels tels qu’architectes, géomètres, experts…

Remarque :

Certaines dépenses généralement dénommées « frais d’acquisition » (honoraires et commissions d’intermédiaires, droits de mutation, frais d’actes) suivent un traitement comptable particulier. Elles peuvent être rattachées au coût d’acquisition ou être enregistrées en charges sur option (solution la plus répandue). L’option s’applique à toutes les immobilisations incorporelles et corporelles acquises.

1. **Les avances et acomptes versés sur commandes d’immobilisations**

Les acomptes versés à un fournisseur d’immobilisations sont inscrites au débit du compte **238 – Avances et acomptes versés sur commandes d’immobilisations corporelles.** Comme il s’agit d’acomptes portant sur des biens, ils ne comportent pas de TVA.

Le compte 238 sera soldé lors de la réception de la facture concernant l’immobilisation.

Exemple :

Un acompte de 500 € est versé le 25/09 pour une commande de mobilier. Celui-ci est livré accompagné de la facture le 15/10 (montant brut : 3 000 € HT ; frais de port : 75 € HT).



**IV La production des immobilisations corporelles**

Lorsqu’une entreprise produit une immobilisation corporelle pour elle-même, celle-ci doit être évaluée à son coût de production.

Les dépenses engagées pour produire l’immobilisation ont été enregistrées dans les comptes de la classe 6. Lors de la mise en service de l’immobilisation, le compte d’immobilisation est débité et le compte **72 – Production immobilisée** est crédité. De cette manière, les charges sont transformées en immobilisation (et l’impact sur le résultat est nul).

Sur le plan fiscal, il s’agit d’une **livraison à soi-même de bien**. L’opération est donc soumise à la TVA, l’entreprise collectant et déduisant cette dernière.

Exemple :

Un entrepôt construit par une entreprise pour elle-même pour un coût de 86 000 € HT est terminé et mis en service le 25/06.



***→ Application 19***

**Chapitre 7 : Les opérations sur titres**

Une entreprise peut acheter des titres pour des raisons variées (investissement à long terme, opération spéculative…). En fonction de leur destination, certains titres constituent des immobilisations financières et d’autres des valeurs mobilières de placement (VMP) inscrites dans l’actif circulant (entre les créances et les disponibilités).

**I Immobilisation financière ou VMP ?**

Lorsque des titres sont acquis dans le but d’être conservés pendant un délai assez important, ils constituent des immobilisations financières (comptes 26 et 27). On utilisera notamment :

* le compte **261 – Titres de participations** pour les acquisitions d’actions ou de parts sociales permettant d’exercer une influence sur la société émettrice des titres ou d’en assurer le contrôle ;
* le compte **271 – Titres immobilisés…** pour les titres détenus durablement sans que l’entreprise n’intervienne dans la gestion de la société émettrice.

En revanche, les titres acquis pour être revendus à brève échéance constituent des valeurs mobilières de placement (compte **50**).

Par ailleurs, les revenus générés par les titres acquis sont enregistrés en **produits financiers** dans les comptes **761, 762** ou **764** selon la nature du titre.

**II La cession d’immobilisations financières**

L’enregistrement d’une cession de titres immobilisés nécessite deux étapes :

* le prix de cession est constaté au crédit du compte **775 – Produits des cessions d’éléments d’actif** ;
* la sortie de l’immobilisation du patrimoine est constatée en débitant le compte **675 – Valeur comptable des éléments d’actif cédés** et en créditant le compte d’immobilisation.

La différence entre le prix de cession (compte 775) et le prix d’achat (compte 675) constitue un résultat exceptionnel.

Exemple :

Le 15/10, cession pour 572 000 € de 4 000 actions A inscrites en titres de participation et acquises au prix unitaire de 112 €.



**III La cession de valeurs mobilières de placement (VMP)**

Les cessions de VMP font partie des opérations courantes de l’entreprise. Le résultat de cession (prix de vente – prix d’achat) constitue soit un produit financier soit une charge financière.

Lors d’une cession de VMP, on utilisera :

* soit le compte **667 – Charges nettes sur cessions de VMP** ;
* soit le compte **767 – Produits nets sur cessions de VMP**.

Exemple :

En N-1, 500 actions Essi ont été achetées au prix unitaire de 10 €.

Le 15/09/N, ces actions sont revendues au prix unitaire de 9 €.



***→ Application 20***  *(Fin du M712)*

1. Union de Recouvrement des cotisations de Sécurité Sociale et d’Allocations Familiales [↑](#footnote-ref-2)
2. Association des Régimes de Retraite COmplémentaire [↑](#footnote-ref-3)
3. Association Générale des Institutions de Retraite des Cadres [↑](#footnote-ref-4)
4. Lettres de Change Relevé magnétiques ou Billets à Ordre Relevé magnétiques [↑](#footnote-ref-5)